

LUTTE DE CLASSE

Pour le POUVOIR des TRAVAILLEURS

FEVRIER 1972

LES LUTTES OUVRIÈRES EN CATALOGNE

Le 18 octobre dernier une bataille rangée oppose quelques milliers d'ouvriers qui occupent l'usine de construction automobile SEAT (dans la zone franche de Barcelone) à d'importantes forces de police armée, comprenant notamment un escadron à cheval. Aux bombes lacrymogènes et aux coups de feu les ouvriers ripostent à coup de barres de fer, de marteaux et de bidons d'essence enflammés. Au bout de quatre heures, ces moyens se révèlent insuffisants, et l'usine doit être évacuée, non sans que trois ouvriers au moins aient été très grièvement blessés par balles (l'un d'eux mourra à l'hôpital quelques jours après).

Cet affrontement, l'un des plus violents qui se soient produits en Espagne depuis la fin de la guerre civile, n'illustre pas seulement la traditionnelle combativité du prolétariat de Barcelone, dont trente ans de fascisme ont été incapables de venir à bout. Il confirme aussi la situation précaire du capitalisme espagnol (1), et pose brutalement aux travailleurs le problème de leur organisation face à la crise générale du capitalisme.

(1) Situation analysée il y a un an dans le numéro de février 1971 de "Lutte de Classe"

DEVELOPPEMENT CAPITALISTE ET REPRESENTATION OUVRIERE

Les difficultés auxquelles se heurte le capitalisme en Espagne proviennent en partie de l'absence d'une organisation syndicale capable d'encadrer les travailleurs. Officiellement, il existe "des syndicats verticaux", organismes corporatifs groupant patrons et salariés sous la haute direction d'un ministère spécialisé. Outre une lourde structure bureaucratique au niveau national et régional - source de fructueuses sinécures pour d'innombrables permanents - l'organisation se manifeste aussi "à la base" par l'intermédiaire de comités d'entreprise élus. Son rôle, de toute évidence, est de servir de soupape de sécurité, en donnant aux travailleurs un moyen légal de présenter des revendications ou de faire régler un cas particulier éventuellement préjudiciable au bon fonctionnement de l'exploitation.

Au départ, les syndicats sont un simple rouage de l'appareil d'Etat fasciste, qui nomme tous les dirigeants et fait procéder aux élections sur la base de listes uniques triées sur le volet. Mais c'est justement la trop grande docilité de ces syndicats qui les rend incapables de jouer leur rôle d'encadrement, en leur interdisant d'apparaître, même aux yeux des plus crédules, comme une véritable organisation ouvrière.

Lorsque, à partir de 1962, la force croissante du prolétariat espagnol se manifeste par une agitation de grande envergure (qui contraint la bourgeoisie à se lancer dans une politique d'énormes augmentations de salaires) le problème de l'adaptation des syndicats à la nouvelle situation de classe se pose avec acuité. La solution qui sera cherchée, avec le concours pressé de la bureaucratie stalinienne, consistera à récupérer les formes d'organisation spontanément créées par les travailleurs en lutte, pour les intégrer dans le syndicalisme officiel.

La reprise de l'action de classe avait été marquée par l'apparition dans les entreprises d'un grand nombre de comités de grève, diversement dénommés, mais qui dans l'ensemble représentaient fidèlement la volonté des travailleurs. Ces comités se formaient et disparaissaient selon le flux et le reflux de la lutte et ne dépassaient guère le cadre de l'entreprise. Toutefois, les nécessités de la lutte revendicative conduisaient bientôt à la formation d'organes plus stables, qui prenaient le nom de "commissions ouvrières".

Initialement, les commissions ouvrières étaient une forme d'organisation très souple et diversifiée. A côté d'ouvriers inorganisés, on y trouvait les militants d'organisations politiques plus ou moins clandestines, ainsi que bon nombre de petits cadres du syndicat officiel, convertis à la démocratie sous la pression de la base. C'est ainsi qu'à Madrid la commission ouvrière des métaux - qui devait intervenir en 1964/1965 dans les luttes qui marquent le renouvellement de la Convention Collective - s'était constituée dans les locaux du syndicat vertical, sous la présidence d'un bonze phalangiste (1)

(1) La Phalange représente la composante la plus nettement fasciste de la classe dirigeante espagnole.

Parmi ces éléments disparates, le rôle principal devait finalement revenir aux stalino-réformistes du P.C.E. dont l'appareil monopolisait pratiquement les liaisons régionales et professionnelles entre les Commissions ouvrières, et dont l'orientation se prêtait particulièrement bien à un compromis avec la bourgeoisie. L'occasion fût offerte par les élections syndicales de 1967, où était autorisée pour la première fois la présentation de listes non patronnées par la direction syndicale. Bien que non reconnues officiellement, les Commissions ouvrières purent présenter de nombreux candidats, qui furent élus à de fortes majorités, tandis que là où étaient seules en lice les candidats officiels, les travailleurs mettaient dans l'urne des bulletins fantaisistes, au nom de Fidel Castro ou de Sophia Loren.

Il est vrai qu'avec une démagogie consommée les staliniens avaient pris soin de présenter leurs candidats sur la base d'un programme revendicatif élaboré à la base. Mais une fois les élections terminées, il fallut déchanter : le syndicat refusait en bloc les revendications des commissions ouvrières, et engageait une "chasse aux sorcières" contre les militants qui s'étaient mis en avant lors des élections. Du coup, le programme revendicatif fut mis au rancart, et les Commissions ouvrières se mirent en devoir de définir des "revendications" acceptables pour la classe dirigeante, ce qui devait rapidement saper leur popularité auprès des travailleurs. Cette situation fut mise à profit par divers groupes "gauchistes", dont les militants tentèrent avec plus ou moins de succès de monter leurs propres Commissions ouvrières, qui généralement ne tardaient pas à succomber devant la répression patronale et l'indifférence des travailleurs, peu favorables à ce genre de grenouillage.

Fin 1968, avant le renouvellement des conventions collectives, les staliniens de Catalogne tentent un nouvel effort (1). En accord avec les social-démocrates du F O C, ils lancent des commissions de coordination de zone, ouvertes à tous les partisans d'une action revendicative, quelle que soit leur orientation politique. L'initiative remporte un succès inespéré. Les militants affluent, inorganisés pour la plupart, et bientôt une intense agitation se développe dans les quartiers ouvriers, à partir de là, dans les entreprises de la région de Barcelone, où se forment des comités bien implantés, libres de tout contrôle bureaucratique.

C'était trop beau pour durer : se voyant débordés, les stalino-réformistes profitent de la proclamation de l'Etat d'exception pour liquider les Commissions de coordination. Un certain nombre de Comités d'usine subsistent cependant, mais coupés de tout contact extérieur ils sont fortement tributaires de la situation dans l'entreprise.

(1) Les disparités régionales sont telles, en Espagne, que même une organisation aussi centraliste que le P. C. doit s'y adapter. En Catalogne, celui-ci se présente sous le nom de P S U C (Parti socialiste unifié de Catalogne) à la suite d'une fusion avec une fraction de la Social-Démocratie.

C'est ainsi qu'à la S E A T - qui avec ses 24.000 salariés est la plus grande entreprise de Catalogne et fait partie du secteur moderne, relativement privilégié - le Comité d'usine est en mesure, non seulement de faire un journal mural et de diffuser un bulletin non contrôlé par la direction, mais de convoquer dans l'usine même des assemblées auxquelles participent des milliers d'ouvriers.

ORIGINE DU CONFLIT

Au cours de l'hiver 1970/1971, la classe dirigeante espagnole, suivant l'exemple des capitalistes des autres pays, se prépare à faire front contre les revendications ouvrières qui dépassent nettement la capacité d'absorption du système d'exploitation. Entreprise d'Etat, bien que travaillant sous licence de la FIAT, la S E A T se doit de donner l'exemple de la fermeté.

Au printemps, le journal mural du Comité d'usine, ainsi que son bulletin, sont interdits, et la répression s'abat sur les militants, tandis que la discipline et les cadences s'aggravent. En réponse, la lutte ouvrière se radicalise. Du 14 au 17 mai, 1.500 ouvriers font grève contre une baisse des primes sur les feuilles de paie de mars et avril. Le 1er juin la Direction annonce la mutation en équipe de nuit, à partir du 7, de 54 ouvriers des équipes de jour. Le Comité d'entreprise conteste la légalité de cette décision, affirmant que l'autorisation accordée en 1964 par le ministère du Travail n'est plus valable (1). L'entreprise sollicite alors une nouvelle autorisation mais, sur ces entrefaites, les 54 ouvriers visés s'étant présentés normalement au travail le 7 juin sont renvoyés chez eux et priés de revenir le soir. Cet abus de pouvoir est fort mal reçu, et 2.000 ouvriers de l'équipe du matin se mettent aussitôt en grève dans l'atelier 1, bientôt relayés par l'équipe du soir. Les jours suivants, les débrayages s'étendent à d'autres ateliers, notamment l'atelier 7, où la grève devient permanente.

A noter que, malgré toutes les mesures prises par l'Etat fasciste, la grève est en fait devenue tout à fait courante en Espagne. C'est ainsi qu'à la même époque l'organe officiel des syndicats cite notamment dans la province de Barcelone, les grèves suivantes :

- 6 avril : débrayage à la C E D I S A, suivi jusqu'au 24 mai d'une grève perlée (augmentation des salaires).
 - 15/16 mai : grève partielle chez "PONT, AURELL Y ARMENGOL" (augmentation des primes).
- ...

(1) On voit par cet exemple comment le fascisme peut devenir une gêne pour le bon fonctionnement du capitalisme : une autorisation officielle est nécessaire pour l'instauration du travail de nuit. Ce sont ces particularités qui expliquent l'orientation "libérale" d'une importante fraction de la bourgeoisie espagnole qui aspire à se débarrasser des résidus fascistes que contient encore l'appareil d'Etat.

- 18/21 mai : grève totale à la T H E P S A (feuilles de paie non conformes à la Convention Collective) .
- 26/27 mai : grève partielle des "CONSTRUCCIONES E. VALLES" (augmentation des salaires).
- 2/8 juin : grève partielle à "UNION DE EXPLOSIVOS RISTINTO" (conditions de travail).

Le conflit de la S E A T devait même provoquer, les 16 et 17 juin, des débrayages de solidarité dans deux entreprises de la région (PLASMICA S.A. et J. MATA S.A.).

On pouvait donc s'attendre qu'un conflit, somme toute mineur, trouve facilement une solution à travers la conciliation syndicale et une réunion à cet effet était prévue pour le 9 juin. Sur ces entrefaites, toutefois, la direction de la S E A T annonce qu'elle va prendre des sanctions. Celles-ci sont officiellement communiquées le vendredi 11 : ouverture d'une information contre 8 membres du Comité d'entreprise, licenciement de 25 travailleurs et 2 jours de mise à pied pour quelque 2.500 grévistes. L'entreprise menace, en outre, de se déclarer en chômage technique (autrement dit, de décider un lock-out général) si le travail ne reprend pas normalement le mercredi 16, à l'expiration des 2 jours de mise à pied.

Ne se sentant pas assez fort pour suivre la Direction dans cette escalade, les travailleurs s'inclinent. Le travail reprend le 16 et le 18 la Commission de conciliation peut, en toute tranquillité, annoncer un "compromis" du genre habituel : l'entreprise est disposée à reconsidérer certaines des sanctions annoncées, et à envisager, lors du renouvellement de la Convention Collective, l'éventualité de certaines améliorations pour certaines catégories de travailleurs.

Utilisant les possibilités de défense légale, les 25 licenciés en appellent à la Magistrature du Travail, qui en juillet se prononcera en leur faveur, non sans que les travailleurs de la S E A T soient venus manifester autour du Tribunal. Toutefois, mise en demeure soit de réintégrer les licenciés, soit de les indemniser, la S E A T choisit de n'en réintégrer que 11. Un nouveau recours devant le Tribunal Suprême de Madrid ne produit pas davantage de résultat.

C'est dans ces conditions que les travailleurs prennent eux-mêmes en mains la réintégration de leurs camarades. Le 18 octobre, 9 des licenciés se présentent le matin aux portes de l'usine et réussissent à occuper leurs anciens postes de travail. Lorsque la Direction, alertée par les gardiens, les somme de déguerpir, c'est aussitôt la grève sur le tas, suivie vers 13 heures de l'intervention de la Police armée.

Au même moment, les 6.000 ouvriers de l'équipe du soir attendent vainement sur une place de BARCELONE, les autocars qui doivent les conduire à l'usine. Mis au courant, vers 14 heures, du déclenchement de la bataille, ils se dirigent en cortège vers la Maison des Syndicats. Bien que dispersés en cours de route par la Police, ils se reforment en petits groupes et parviennent à occuper le siège de l'organisation syndicale, dont ils réclament l'intervention en faveur des licenciés (1).

TENTATIVES D'EXTENSION DE LA LUTTE

Le 19 octobre au matin, l'absence des autocars de la S E A T donne lieu à de nouvelles manifestations dans les rues de Barcelone, tandis que l'entreprise annonce six jours de mise à pied pour les 6.000 ouvriers de l'équipe du matin, protagonistes de la grève de la veille. Du coup, la quasi totalité des équipes du soir et de nuit s'abstient de venir travailler, et se trouve frappée à son tour de deux jours de mise à pied. Durant le reste de la semaine, bien que l'usine reste officiellement ouverte, l'activité productive y est pratiquement nulle.

Cependant, les ouvriers de la S E A T ne restent pas inactifs. Livrés à eux-mêmes, sans aucune organisation, ils commencent à se réunir par petits groupes dans les quartiers qu'ils habitent. Ces quartiers se trouvant à la périphérie de BARCELONE, des assemblées sont organisées dans la campagne environnante, et finissent par grouper, chacune, jusqu'à 250 participants - ouvriers de la S E A T et d'autres entreprises, et aussi éléments extérieurs à la production, militant ou non dans une organisation.

L'activité essentielle des assemblées est l'organisation de manifestations de quartier, à l'occasion desquelles il est fait appel à la solidarité de classe avec les travailleurs de la S E A T. Un tract déclare :

" Notre position est : QUE TOUS RENTRENT OU PERSONNE - SOLIDARITE
" AVEC LES TRAVAILLEURS DE LA S E A T - La lutte des travailleurs de
" la S E A T est celle de toute la classe ouvrière".

Déclenchées à l'improviste, les manifestations de quartier réussissent en général à déjouer la vigilance de la police. Cependant, la coordination entre les diverses assemblées est très lâche, et les ouvriers de la S E A T éprouvent le besoin de reprendre contact pour faire le point de la situation. Le lundi 25 octobre, à l'expiration de la sanction qui frappait l'équipe du matin, ils se présentent en masse à l'usine, mais c'est pour déclencher aussitôt une grève des bras croisés à la suite de laquelle ils sont à nouveau mis à pied jusqu'au 2 novembre.

(1) Que les éternels entristés ne se hâtent pas de voir dans cette manifestation le signe d'une "reconnaissance" du syndicat par les travailleurs. De manière encore plus nette que le syndicat "démocratique", le syndicat fasciste est perçu comme ce qu'il est effectivement : une administration spécialisée, ayant une certaine influence, dont on peut obtenir par une pression physique la satisfaction de certaines revendications.

C'est donc durant cette semaine que se jouera l'issue de la lutte. Devant l'intransigeance patronale^{et} compte tenu des difficultés qu'entraîne la perte de deux semaines de salaire, seule une importante extension de la grève peut permettre d'obtenir gain de cause.

Dès la semaine précédente, des débrayages de solidarité s'étaient produits dans diverses entreprises (Lamparas Z, ENASA, CISPALSA, SIEMENS, HISPANO-CLIVETTI, etc). Les informations disponibles ne permettent pas d'en apprécier l'importance, mais il ne semble pas qu'elle ait été très grande (1). Les travailleurs comprennent sans aucun doute la nécessité d'opposer un front de classe à l'offensive capitaliste, mais à l'instant décisif l'ampleur de la tâche semble les dépasser.

Le vide politique ainsi créé sera rempli par les staliniens du P S U C, qui profite de l'occasion pour noyauter les assemblées de quartier et imposer au mouvement leurs mots d'ordre aventuristes : manifestation centrale place de Catalogne, puis manifestations au centre de chaque quartier, dûment annoncées par tracts pour être sûrs de la participation . . . des flics, enfin la traditionnelle "grève générale", fixée au vendredi 29 octobre, et qui devait se solder par le fiasco habituel. Se greffant là-dessus, on retrouve les produits de la sagesse politique stalinienne : revendication de la République et de la démocratie bourgeoise, appel aux classes moyennes, à l'Eglise, voire à l'armée et à la police, que le P S U C invite à abandonner leur rôle répressif . . .

De toute évidence, cette résurgence du crétinisme bureaucratique ne pouvait que parachever la démobilitation du prolétariat. Des actions sporadiques ont cependant encore lieu : le samedi 30 octobre, les autobus de BARCELONE sont en grève totale, et celle-ci se maintient au moins partiellement jusqu'au lundi. Des grèves ont lieu également dans le Bâtiment, mais toute espèce de coordination continue de faire défaut, et le mouvement s'essoufle très rapidement. Le 2 novembre, le travail reprend normalement à la S E A T, tandis que la Direction annonce l'ouverture d'une information contre 56 travailleurs, du fait de leur participation à la lutte.

SITUATION ACTUELLE ET PERSPECTIVES

Il s'en faut de beaucoup, cependant, que les capitalistes et leurs alliés staliniens aient remporté une victoire totale. Sans doute l'agitation semble-t-elle interrompue à la S E A T, du moins pour le moment, mais d'autres entreprises ont pris le relais. C'est ainsi qu'à la CISPALSA (filiale de MERCEDES-BENZ) les travailleurs ont maintenu pendant une longue période, une grève du zèle avec limitation de la production et refus des heures supplémentaires. Début janvier, la même tactique était appliquée dans les mines de potasse de CARDONA et BALSARENY.

(1) Comme on peut s'en douter, il est assez difficile d'obtenir des informations précises et dignes de foi sur le déroulement des luttes en Espagne. Bien que la présente analyse soit en partie fondée sur des renseignements fournis par des témoins oculaires, il est fort possible qu'elle contienne des inexactitudes de détail.

Le mouvement ne se limitait d'ailleurs pas à la Catalogne : simultanément, on signalait des débrayages à Madrid (chez FIAT-ISPANIA et TELEFUNKEN) ainsi qu'au pays basque (RAMON VIZCAINO, Aciéries PATRICIO ECHEVERRIA, usines PAYSA).

La situation actuelle (forte hausse des prix, tentatives de limitation de la hausse des salaires, détérioration des conditions de travail) provoque évidemment un mécontentement assez général. Celui-ci s'exprime avec une force particulière lors du renouvellement des conventions collectives, qui viennent actuellement à échéance pour deux millions de salariés environ.

A Barcelone, la lutte de la C E A T semble avoir entraînée dans la classe ouvrière une certaine fermentation, qui se traduit notamment par une renaissance des Comités d'usine. Il s'agit toujours d'un regroupement des travailleurs les plus combattifs, mais qui échappe, semble-t-il, à la tutelle de l'organisation stalinienne (bien que des membres du P S U C y participent à titre individuel), tout en étant beaucoup plus ouverts aux contacts extérieurs (avec d'autres usines ou avec des militants situés en dehors de la production) que ne l'étaient les Comités de la période immédiatement précédente.

Reste à savoir si cette **avant-garde** saura tirer les leçons de la défaite subie en octobre dernier, et passer de ce fait à un stade supérieur d'organisation, où non seulement l'action dans chaque entreprise, mais aussi la coordination d'une entreprise à l'autre, seront placées sous le contrôle de la **base** ouvrière. Il n'existe pas, en effet, de moyen de lutte qui puisse suppléer une défaillance des capacités d'auto-direction du prolétariat. Ni la grève avec occupation, ni les manifestations de quartier ne possèdent de propriétés miraculeuses. La première comme on l'a vu notamment en mai 68, peut livrer les travailleurs au contrôle d'une bureaucratie ; les secondes risquent de fragmenter le mouvement et d'en faciliter, par une ^{autre} voie, la récupération. Dans l'un et l'autre cas, ce qui est décisif, ce n'est pas la forme que prend la lutte, mais la nature de classe de sa direction.

Tant que ce problème - politique au sens le plus profond du terme - n'aura pas été résolu, ni même posé correctement, la lutte ouvrière la plus acharnée ne sortira pas réellement du cadre de la société capitaliste.

la nationalisation le gaz ... et l'eau

Quand les bureaucrates se mêlent d'attirer les foules pour vendre leurs boniments il peut être intéressant de les entendre. Ainsi les bateleurs du P. C. F. et de la C. G. . . appelaient à la manifestation le 7 janvier dernier au siège du Gaz de France pour protester contre les catastrophes d'Argenteuil et d'ailleurs . . . Les raisons apparentes étaient charitables, s'il faut en croire les tracts distribués, puisqu'il s'agissait de "la sécurité de la population". Mais même pour un lecteur non averti de chimie ou des conditions de formation des mélanges explosifs, les mesures proposées par la C. G. T. semblaient bien peu en rapport avec la sécurité. Voyez vous-même le tract :

" Argenteuil, d'autres explosions de gaz ne sont pas dues à la fatalité.

"

" Elles ont des causes profondes.

"

" En conséquence, les Pouvoirs Publics sont responsables. Ils tentent de dénationaliser GAZ DE FRANCE, permettent aux entreprises privées d'effectuer de multiples travaux sans le contrôle d'E. G. F. "

" "

" Pour une véritable sécurité de la population en assurant à GAZ DE FRANCE :

"

" - une plus grande maîtrise de ses tarifs industriels,

" - une plus grande liberté en matière d'approvisionnement aux sources d'énergie

" - en lui donnant le droit de pouvoir vérifier les installations INTERIEURES

" - en cessant de le ronger par l'écrasante fiscalité qu'il supporte

"

" GAZ DE FRANCE doit avoir tous les moyens en matériel et en personnel pour assurer pleinement sa mission de service public au service des usagers.

"

" C'EST POUR LA SAUVEGARDE DE SA SECURITE
QUE LA POPULATION, TOUT ENTIERE, SCUTIENDRA
ACTIVEMENT CETTE MANIFESTATION ;

"

Or, à la même époque "Le Monde" (1) publiait des extraits des Isvestia, journal officiel du paradis "socialiste" d'U.R.S.S. où s'il faut en croire le Grand Maître des oeuvres Marxistes-Léninistes qu'est Léonid BREJNEV, "la satisfaction plus complète des besoins matériels et culturels des hommes est sous le socialisme, l'objectif suprême de la production sociale"(2). Remarquons l'unisson des démocrates de l'Ouest comme de l'Est, mais voyons justement comment les Isvestia rendent compte de la réalisation de cet objectif :

" Ce qui est particulier à DIEDEVSK c'est que, plus on construit dans cette ville plus les habitants sont obligés d'écrire de plaintes. Pas tant ceux qui attendent des nouveaux logements que ceux qui viennent de s'en voir attribuer.

" Leurs plaintes sont autrement fondées : leurs chambres, leurs cuisines, sont inondées par des flots puissants passant à travers des toits percés. L'eau s'accumule sur les toits plats ; s'il n'y en a pas suffisamment pour les transporter en piscine les jours de chaleur, il y en a assez pour que les murs des logements ne puissent jamais sécher. "

Les catastrophes d'Argenteuil et de Diédovsk ne sont pas dues à la fatalité, les bureaucrates ont raison à ce sujet. Mais ce n'est pas, pour ce qui concerne la C G T , en proposant un programme qui pourrait satisfaire entièrement le directeur de l'E. G. F. que l'on suggère une solution. En fait, la sécurité de la population n'est qu'une mystification qui intéresse peu les bureaucrates quels qu'ils soient. Ce qui compte pour le P. C. F. c'est de rassurer l'opinion publique, c'est-à-dire la bourgeoisie et de mieux faire passer son dernier programme de Gouvernement - alors même que dans les usines la C. G. T. étouffe ou réprime l'opposition ouvrière toujours pour les mêmes raisons. Le bouffon se mêle de vouloir gérer les affaires du maître et de lui donner des conseils. La nationalisation, qu'il agite comme une masotte, lui apparaît comme le remède aux maux du temps. Mais dans notre société capitaliste, E G F comme toutes les autres entreprises nationalisées n'échappe pas, comme par miracle, à la règle générale. Il n'y a que dans les contes pour enfants que l'on peut voir les chiens donner naissance aux chats. La réalité, elle, est intraitable et nous apprend que si l'on veut réaliser ce programme on ne peut en obtenir les moyens que de ceux qui produisent toute richesse, c'est-à-dire des travailleurs. De là à conclure que les bureaucrates se proposent de faire suer le bournous à la classe ouvrière il n'y a qu'un pas que nous n'hésiterons pas à franchir et que les dirigeants du P. C. F. n'ont d'ailleurs pas hésité à franchir eux-mêmes dans les mois qui ont suivi la deuxième guerre mondiale. En fait ces derniers ne se proposent que de gérer le capitalisme ou, mieux pour eux, un capitalisme d'Etat à l'instar de leurs homologues soviétiques. Somme toute, pour reprendre une plaisanterie bien connue qui vient des pays de l'Est, la nationalisation c'est exactement l'inverse de l'exploitation de l'homme par l'homme.

(1) Le Monde du 2/3 janvier 1972

(2) Rapport au XXIV^e Congrès du P. C. U. S. - 30 mars 1971

action de masses et capitalisme

Au sujet du texte "Le stalinisme du pauvre" (paru dans "Lutte de Classe" de décembre 1971) Daniel GUERIN nous a fait part de l'observation suivante :

" La phrase "La crise actuelle du capitalisme privé est encore trop récente pour avoir suscité un mouvement de masse favorable au capitalisme d'Etat" etc " m'a paru ténébreuse. A-ton jamais vu un mouvement de masse en faveur d'une forme quelconque de capitalisme ? Et n'est-ce pas plutôt une bureaucratie d'Etat qui, ensuite, confisque la révolution faite par les masses au profit d'un "capitalisme d'Etat" contraire aux aspirations et aux intérêts des masses ? "

REPONSE DU G. L. A. T.

Nous ne doutons évidemment pas que le capitalisme sous toutes ses formes soit contraire aux intérêts des masses, et accessoirement à leurs aspirations. Mais cette constatation n'exclut nullement que l'activité des masses dans des conditions déterminées, s'exerce objectivement en faveur du capitalisme en général, et à notre époque, plus particulièrement en faveur du capitalisme d'Etat.

Comment, du reste, le capitalisme d'Etat aurait-il pu s'imposer, d'abord en Russie, puis en Chine et dans un certain nombre de pays "sous-développés", s'il n'avait bénéficié du soutien d'un mouvement de masse ? Parler à ce propos de confiscation par une bureaucratie, c'est attribuer à celle-ci des aptitudes magiques. Par définition la bureaucratie n'est qu'une infime minorité de la population ; il est donc exclu qu'elle s'empare du pouvoir si un tel résultat n'est pas inscrit à l'avance dans l'activité même des "masses" .

Il faut d'ailleurs préciser de quelles "masses" il s'agit. Dans le cas de la plupart des prétendues "révolutions" dont on nous rebat les oreilles, il s'agit en fait d'une paysannerie, incapable en tant que formation sociale d'engendrer des rapports de production qui dépassent le capitalisme. La "confiscation" ne fait dès lors aucun doute.

Il en va autrement lorsque le bouleversement social met en mouvement une fraction importante du prolétariat. Contrairement à la paysannerie, celui-ci est historiquement capable de renverser le capitalisme, mais cela n'implique

...

pas qu'il puisse le faire en toutes circonstances. Selon nous, il ne le pourra que dans la mesure où de nouveaux rapports sociaux (appelés par commodité "communistes") se seront formés en son sein au cours de la lutte contre les exploités. Si ces rapports n'atteignent pas un degré suffisant de développement, la crise sociale ne peut déboucher, en tout état de cause, que sur une solution capitaliste. Si, dans ces conditions, le capitalisme privé ne répond plus aux nécessités de l'accumulation, c'est le capitalisme d'Etat qui prend la relève, et la bureaucratie qui le représente trouve alors le soutien d'un mouvement de masse privé de tout débouché autre que capitaliste.

La question décisive, selon nous, n'est donc pas celle des aspirations subjectives des "masses", mais de leur capacité à établir le communisme, elle-même déterminée par le type d'organisation qui se forme durant la lutte. De là notre insistance sur les formes que prend l'action prolétarienne : car c'est dans ces formes que s'inscrit dès aujourd'hui, soit la future victoire du communisme, soit une nouvelle "confiscation" au profit d'une bureaucratie déjà existante ou encore à naître.

Adresse postale uniquement

Jean COLIN - 75 rue Saint-Antoine
75 - PARIS (IV^e)